

Université
de Liège



Marc Jacquemain

Professeur

Sociologie des Identités contemporaines

32 4 366 30 72

Marc.Jacquemain@ulg.ac.be

Le travail enchanté

Marc Jacquemain – Jérôme Pieters

Avec son slogan « travailler plus pour gagner plus », Nicolas Sarkozy a fait bouger le paysage politique français. Sans préjuger de la politique réellement mise en œuvre et de la manière dont ce programme politique pourra être réellement implémenté, le slogan lui-même et son succès témoignent sans doute bien de la configuration de valeurs dominantes qui est occupée à se constituer dans les sociétés riches. Il est en effet révélateur que cette formule puisse séduire dans toutes les catégories sociales dans des pays où, non seulement l'offre de travail dépasse structurellement la demande, mais où le progrès technique continu devrait permettre en principe de reposer le problème de l'arbitrage entre revenu réel et loisir. Et il est sans doute paradoxal que cette idée d'arbitrage ait pu s'exprimer davantage il y a trente ans¹, dans des sociétés qui, non seulement étaient matériellement moins riches que la nôtre (tout en s'inscrivant, il est vrai, dans une tendance égalitaire qui s'est inversée depuis) mais qui se voyaient moins immédiatement confrontée à la pression écologique et pouvaient sans doute, plus réalistement qu'aujourd'hui, continuer encore à défendre un futur de croissance indéfinie.

Ce paradoxe révèle la double difficulté de la question de la place du travail dans nos sociétés : d'une part, la réponse n'est sans doute pas la même selon que l'on envisage les choses à court terme, dans l'urgence que fait peser le chômage de masse sur la viabilité de ces sociétés, et à long terme, sous le double éclairage de la contrainte environnementale et de l'idée même de progrès ; d'autre part, le « travail » est un concept abstrait qui cache des réalités profondément différentes. Le travail du manager ou du professeur d'université n'est pas aisément comparable au travail du conducteur de bus ou de l'aide-soignante, sans parler de celui de l'ouvrier d'usine.

¹ Par Ivan Illich ou André Gorz, par exemple. Mais il est aussi révélateur de constater que l'on parlait de « société des loisirs » dans une période de plein emploi alors que l'idée paraît totalement surréaliste dans une société de sous-emploi structurel. De même, la question de la « qualité » du travail était une vraie question il y a trente ans et apparaît aujourd'hui une sorte de « question de luxe » dans des sociétés hantées par le chômage.

La réflexion qui suit a choisi de tenter de prendre une certaine distance et de ne tomber ni dans la réflexion utopique, ni dans la myopie qui consiste à se laisser fasciner par les réalités immédiates au point d'en oublier toute réflexion critique.

L'avenir du travail et la crise de l'emploi mobilisent les sociologues et philosophes depuis au moins un quart de siècle². Si certains auteurs défendent l'idée de la disparition du travail suite à la transformation de la société industrielle, d'autres soutiennent que le travail est au fondement du lien social, qu'il permet l'apprentissage de la vie sociale et la constitution des identités, qu'il permet à chacun d'avoir une utilité sociale et qu'il constitue le moyen majeur de socialisation et d'intégration sociale.

Le travail, et encore plus son absence, occupent aujourd'hui une place essentielle dans nos sociétés. Les mécanismes de socialisation à l'oeuvre depuis la révolution industrielle sont mis en échec. La crise de société que nous traversons empêche, par le biais du chômage, de l'exclusion ou tout simplement d'un travail mécanisé, que les individus trouvent facilement une identité sociale grâce au travail salarié. Or, Paradoxalement, c'est au moment où, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la pérennité du travail comme mode de participation sociale ne paraît plus totalement garantie qu'on investit symboliquement le plus dans ce qu'il représente. Notre société a, selon la formule de Dominique Méda, "enchanté le travail", c'est-à-dire qu'elle l'a chargé de la quasi-totalité de ses énergies utopiques³. Cette contradiction a des effets dévastateurs. Dans une société régie par le travail, où celui-ci est non seulement le moyen d'acquiescer un revenu, mais constitue également l'occupation de la majeure partie du temps socialisé, il est évident que les individus qui en sont tenus à l'écart en culpabilisent et en souffrent. Corollairement, la peur de perdre son emploi, induit une pression sur ceux qui en ont un et pour qui le pire serait de le perdre. Ce qui contribue assurément à les rendre moins regardants sur les conditions auxquelles ils vendent leur travail. Ainsi, « l'enchantement du travail » se retourne à la fois contre les chômeurs, en justifiant leur stigmatisation, et contre les travailleurs, qu'il encourage à se montrer dociles.

Or, si le travail permet aujourd'hui l'exercice d'une certaine forme de sociabilité, c'est essentiellement parce qu'il est la forme majeure d'organisation du temps social et qu'il est le rapport social dominant, celui sur lequel sont fondés nos échanges et nos hiérarchies sociales. Un bref retour par l'histoire nous apprend à quel point ceci est une construction sociale. Premièrement, le travail n'est devenu une source de sécurité qu'à partir de la moitié du 20^{ème} siècle, lorsqu'il a pris la forme de l'emploi où le salarié va disposer d'une "propriété sociale" au sens de Castel et obtenir un statut social avec des droits. Préalablement, le travailleur n'avait pour seule fortune que son travail, ce qui signifiait une grande précarité. Ainsi le travail signifiait insécurité et seule la propriété (matérielle) garantissait la sécurité. Deuxièmement, ce n'est que très récemment que l'on a assisté à un remplacement du politique par le travail comme facteur principal d'intégration sociale.

Si l'on y réfléchit bien, cette « obsession du travail » si caractéristique de nos sociétés contemporaines apparaît a priori assez absurde au regard de la notion même de progrès telle que nous l'avons héritée

² Nous pouvons notamment citer, Dominique Méda: le travail, une valeur en voie de disparition, Jean Boissonnat: La fin du chômage ou encore Robert Castel: les métamorphoses de la question sociale.

³ MÉDA D. *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion, 1995, 358 p.

de la philosophie des lumières. Car, au fond, qu'est-ce que le progrès, sinon la possibilité pour l'humanité d'assurer sa subsistance matérielle en y consacrant le moins d'efforts possible ? Il ne nous viendrait pas à l'idée de glorifier l'époque où la majorité des hommes et des femmes passaient l'essentiel de leur journée à arracher à la terre juste de quoi survivre. Pas davantage, nous ne regrettons les débuts de la révolution industrielle, lorsque les ouvriers (en ce compris les femmes et les enfants) s'épuisaient jusqu'à l'abrutissement dans les mines ou dans les usines. Songeons simplement à la production agricole : les moissonneuses-batteuses et les charrues auto-tractées permettent à un travailleur de réaliser en quelques heures la production pour laquelle il aurait fallu, il y a seulement un siècle et demi, des semaines de travail. Imaginons-nous un instant de faire l'apologie de la bonne vieille agriculture manuelle ? Pourtant, son rétablissement constituerait à coup sûr un bon moyen de réduire le chômage. Privée des techniques modernes, l'agriculture européenne n'aurait pas assez de tous les chômeurs d'Europe pour maintenir son niveau de production actuel. De manière générale, tout progrès technique est toujours une façon de faire davantage de choses avec le même temps de travail ou la même chose avec moins de temps. Marx disait que la véritable économie consistait à économiser du temps de travail pour que l'être humain puisse redevenir maître de son temps de vie. En d'autres termes, moins ce que nous produisons a de valeur parce qu'il faut moins de travail pour l'obtenir, plus notre temps libéré prend de la « valeur », valeur dans un tout autre sens : dans le premier cas, il s'agit de la valeur économique, dans le second, il s'agit d'une valeur au sens éthique.

Dès lors, on voit bien que l'on est devant une contradiction fondamentale : comment peut-on faire une valeur centrale du travail et reconnaître en même temps que le progrès consiste à l'économiser le plus possible⁴ ? Comment peut-on faire une valeur fondamentale de quelque chose dont on cherche à réduire autant que possible la place dans notre vie ?

Pour comprendre le paradoxe, il faut partir d'une idée de base : la plupart du temps, lorsque nous parlons de la place du travail dans la société et dans la vie humaine en général, nous utilisons le même mot pour désigner des réalités différentes et qui ne se recoupent pas nécessairement. Le mot « travail » désigne au moins trois choses différentes :

- En premier lieu, c'est l'insertion et la participation au travers d'activités de production et de consommation. On évoque alors le travail, en somme comme « facteur de production », pour employer le langage des économistes.
- En second lieu, c'est un mode privilégié de constitution de liens sociaux et de participation au réseau de relations sociales qui constitue notre intégration dans la société et nous y confère un statut. C'est alors le travail comme « emploi ».
- Enfin, c'est un mode particulier de relation au monde extérieur, à travers lequel nous nous exprimons et nous nous réalisons. On pourrait appeler cela le travail comme « œuvre ».

Le problème fondamental est qu'il n'y a pas nécessairement correspondance entre le travail comme facteur de production, le travail comme emploi et le travail comme œuvre. Ou, pour le dire dans les

⁴ Question qui est au fond celle que pose André Gorz à travers tout ses ouvrages depuis le début des années 80 : *Adieu au prolétariat* (1981), *Métamorphoses du travail- quête du sens* (1988) et *Misère du présent, richesse du possible* (1995).

termes de l'économiste français Alain Lipietz, il n'y a pas nécessairement correspondance entre les trois fonctions du travail, qui sont d'assurer un revenu, une reconnaissance sociale et une forme d'estime de soi.

Ainsi, par exemple, la volonté des chômeurs de travailler met moins en évidence la volonté d'avoir une activité de production que le désir de vouloir être comme les autres, d'être utiles à la société, de ne pas être assistés. Plus personne aujourd'hui n'entend se réaliser par son seul travail, mais cela n'empêche pas le travail d'être l'un des moyens essentiels pour s'insérer dans la société.

La notion "d'activation", qui est au cœur des dispositifs d'insertion sociale rejoint cette idée. Insérer les gens, c'est leur donner les moyens d'être actifs au sein de la société, donc d'être, de fait, socialement utiles. Mais, parallèlement, c'est aussi activer les gens eux-mêmes. Pour exister socialement, il faut démontrer son utilité et il faut aussi être reconnu par les institutions qui octroient une place et un revenu. Avant de leur donner leurs allocations, on va exiger qu'ils fassent la démonstration de leur "activité", voire de leur "activisme". On va donc les responsabiliser face à leur recherche d'emploi en les inscrivant dans un projet professionnel et individuel.

Qu'implique cette logique de la « responsabilisation » ? Idéologiquement, elle est ambiguë parce ce qu'elle peut se décliner selon deux modalités contradictoires, l'une que l'on pourrait appeler « punitive » et l'autre, « intégratrice ».

Dans la première perspective, ce qui est mobilisé comme ressort moral, c'est le ressentiment : il s'agit de culpabiliser les plus démunis pour leur incapacité à se prendre davantage en charge. Parce que par leur irresponsabilité, ils nous obligent, nous, les citoyens « actifs », travailleurs, mobilisés, énergiques, à les aider et à leur abandonner une partie des ressources que nous avons méritées par notre travail. Dans cette perspective, on leur reproche au fond leur paresse, ou leur insouciance⁵.

L'autre version mobilise davantage l'idée de dignité: il s'agit alors d'entendre le discours des plus démunis qui affirment eux-mêmes qu'ils veulent être socialement utiles. Et de fait, comme le montrent souvent les enquêtes, les minimexés ou les chômeurs se satisfont assez rarement de l'idée d'assistance « inconditionnelle ». Une partie au moins d'entre eux fait valoir que ce qui leur pèse le plus, ce n'est pas le refus d'un revenu, mais le refus des moyens de le gagner, en toute légitimité, par leur utilité sociale. Or, souvent, le non emploi de longue durée se conjugue avec une exclusion symbolique. Les personnes fragilisées restent en marge et ne partagent pas de projet social commun puisque la société, édifiée autour de la valeur du travail, n'a pas de cadres de références pour inscrire des personnes durablement sans emploi, si ce n'est en les catégorisant comme "assistés". Le sociologue américain Richard Sennett⁶ a bien montré comment l'aide inconditionnelle peut être vite perçue par les plus fragiles comme une forme de mépris : cette aide semble parfois manifester qu'on ne les croit pas capables d'apporter leur contribution et dans cette perspective, l'aide traduit en quelque sorte la supériorité morale de l'aidant – souvent une institution – sur l'aidé.

⁵ Voir à ce sujet : Arnsperger Christian, *Etat social actif : nouvelles solidarités ou gadget idéologique ?* In « Sauver l'Etat », semaine sociale du MOC, 2002, p. 15 à 26

⁶ Sennett Richard, *Le travail sans qualité*, Paris, Albin Michel, 2000. Voir aussi : Sennett Richard, *Respect: de la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Paris : Albin Michel, 2003, 297 p.

On voit donc que l'absence de travail est doublement punitive: d'une part, la personne n'a pas de revenu et est exclue de la sphère économique, d'autre part, on la culpabilise face à son (in)utilité sociale et à son coût pour la société. Ce sentiment de méconnaissance, donc d'exclusion, modifie le sentiment subjectif de compétences de la personne jusqu'à interdire psychologiquement la possibilité de réoccuper un emploi. Sa seule solution est de faire la preuve de sa compétence, de sa qualité et de sa volonté de devenir autonome afin de et peser le moins possible sur la solidarité collective. Dès lors, les responsabilités individuelles deviennent l'un des principaux ressorts d'insertion. Autrement dit, se présenter comme étant autonome, responsable... devient conforme aux attentes sociales et un préalable à toute insertion sociale et professionnelle. L'idée de projet professionnel, devenue au fil du temps le passage obligé de tout un chacun lorsqu'il s'inscrit dans une démarche d'insertion, illustre bien cette idée.

En conclusion, une chose est de reconnaître que le travail est aujourd'hui - et sans doute encore pour quelques décennies - le premier facteur de lien social et donc que, pour n'exclure personne de ce lien, il est essentiel de répartir le mieux possible le travail existant ; une autre chose est de faire du travail un idéal pour toute société possible en le définissant comme « seule source de reconnaissance sociale, d'acquisition de la dignité et de construction du sens de la vie ». Nous pensons au contraire qu'investir le travail de tous nos « espoirs utopiques », c'est s'empêcher de réfléchir, à plus long terme, sur la manière de réduire l'aliénation au sein de nos sociétés, en diversifiant les formes de construction tant de la reconnaissance sociale, que de l'estime de soi. Pour reprendre les termes de Hannah Arendt, dans sa critique du travail, mettre le travail au centre de la société, justifier le travail comme lien social, c'est défendre une idée éminemment pauvre de ce lien social. C'est refuser que l'ordre politique soit autre que l'ordre économique ou que la simple régulation sociale. C'est oublier que la société a d'autres fins que la production et la richesse et que l'homme a d'autres moyens de s'exprimer que la production ou la consommation.

Marc Jacquemain
Professeur à l'ULg
Sociologie de Identités contemporaines

Jérôme Pieters
Chercheur à l'ULg
Sociologie des identités contemporaines.

Quelques références bibliographiques

- Arnsperger C., *Etat social actif : nouvelles solidarités ou gadget idéologique ?* In « Sauver l'Etat », semaine sociale du MOC, 2002, p. 15 à 26.
Boissonnat J., *La fin du chômage*, Paris, Calmann-Lévy, 2001.
Castel R., *La métamorphose de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
Gorz A., *Métamorphoses du travail : quête du sens : critique de la raison économique*, Paris, Editions Galilée, 1988.
Gorz A., *Misère du présent, richesse du possible*, Paris, Editions Galilée, 1997.

Liepietz A., *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La découverte, 1983.
Meda D., *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion, 1995.
Sennett R., *Le travail sans qualité*, Paris, Albin Michel, 2000.
Sennett R., *Respect: de la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Paris : Albin Michel, 2003.